

Avoir peur du choléra ou de l'hôpital ?

Une troisième personne vient de décéder à l'hôpital de Boufarik où sont soignés beaucoup de patients suspectés d'avoir chopé le choléra. Elle serait morte aussi du vibrion cholérique. Ce décès, qui survient deux jours après la visite du ministre de la Santé dans la même enceinte hospitalière, n'est assurément pas pour aider au dépassement de la situation de panique, pour ne pas dire de psychose, qui s'est emparée de la population depuis la confirmation de la pathologie du choléra par les autorités sanitaires du pays. Il risque même de l'amplifier, tant est que, même pris en charge médicalement, le patient n'est pas assuré d'échapper au pire. Et les lenteurs apparentes dans l'établissement des diagnostics, ajoutées à une communication officielle des plus confuses dans cette situation qui frise la crise sanitaire, sont autant de facteurs qui, sans nul doute, vont encore exacerber les inquiétudes. Ce peut-il d'ailleurs en être autrement lorsque l'on apprend par les services du ministère de la Santé, qui a communiqué pour la première fois sur la pathologie le jeudi 22 août, que les premiers cas suspects ont été détectés, tenez-vous bien, le 7 août, soit 15 jours auparavant. Ce n'est pas normal, il faut en convenir, qu'autant de temps soit mis pour confirmer la réalité de "la maladie mystérieuse". C'est d'autant plus grave que le choléra est une maladie contagieuse et à déclaration obligatoire. Des malades auraient pu mourir dans l'intervalle sans que l'on sache de quoi ils sont morts. C'est arrivé avec l'ancien entraîneur national de boxe, décédé officiellement d'une crise cardiaque mais dont la famille jure ses grands dieux, à raison sûrement, qu'il est mort du choléra, puisque les autorités sanitaires lui ont ordonné de brûler les habits du défunt. Avec cela, on sait davantage et on comprend mieux pourquoi nos dirigeants s'envolent illico pour Paris, Genève ou vers d'autres capitales occidentales dès qu'ils ont un petit souci de santé. Notre système de santé est loin, très loin des performances souhaitées pour une bonne qualité des soins. Même les contrôles médicaux les plus routiniers, ils préfèrent les faire ailleurs que dans les hôpitaux du pays. C'est plus sûr.